

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
3. LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

Ces dernières années, des politiques agricoles mal conçues ont provoqué une très forte croissance de la production agricole, particulièrement dans les pays développés. La production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande effective, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et le déclin des cours internationaux. Au cours des derniers mois, les stocks ont été réduits quelque peu et les prix de certains produits se sont légèrement redressés. Les cours internationaux du blé restent déprimés en comparaison des niveaux existant au début de la décennie, et aucune mesure n'a été prise encore pour réformer les politiques et remédier ainsi aux causes fondamentales du problème.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière sérieusement aggravée. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole hypothèque lourdement les budgets nationaux.

La communauté internationale tente de cerner les causes fondamentales du problème. On considère que la principale cause est l'encouragement à la surproduction que créent les programmes de soutien agricole. Les mesures de soutien des prix et du revenu des producteurs comptent pour plus de 80 p. cent de toute l'aide gouvernementale que les pays de l'OCDE accordent à l'agriculture. Depuis, les écarts entre les cours mondiaux et les prix de soutien internes se sont nettement élargis.

La situation a été aggravée au cours des dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la CEE enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes dans le solde céréalier de la CEE en moins d'une décennie.

Malgré les décisions récentes de la CEE qui visent à limiter les dépenses au titre du soutien agricole, de l'avis du Canada, ces mesures n'auront probablement pas d'effets importants sur la production et le commerce agricoles. De récents changements aux politiques